

Solidarité avec les condamnés de Continental !

Ni oubli, ni résignation, la lutte continue !

L'année passée, la crise battait son plein, les grèves massives et générales, comme en Guadeloupe, se succédaient, les universités, les lycées descendaient battre le pavé, pendant qu'ailleurs en Europe, la Grèce s'enflammaient... La révolte prenait de l'ampleur. Comme beaucoup d'autres, les salariéEs de Continental semblaient condamnés par leur patron au chômage et la misère. Pas moins de 16 000 suppressions d'emplois sont alors annoncées alors que dans le même temps les profits de l'entreprise atteignaient 38,8 millions d'euros ! La lutte s'est alors engagée et allait durer des mois, avec des assemblées générales quotidiennes de base (toutes les personnes peuvent y prendre part, prennent les décisions et contrôlent les mandatéEs), des dizaines de manifestations (jusqu'au niveau international), des occupations... Ce fût un exemple de pratique de l'action directe: se refusant à attendre une illusoire aide des représentants politiques ou des directions des centrales syndicales, (bien trop occupées à temporiser et à contenir la grogne), les *Contis* ont décidé de prendre leurs affaires en main, refusant la fatalité cynique du système capitaliste.

Le pouvoir a comme toujours laissé pourrir la situation jusqu'à ce que les salariéEs, écoeuréEs par le mépris du ministère et des tribunaux, ne s'en prennent aux bureaux de la sous-préfecture de Compiègne, symbole du pouvoir de cet État, garant des intérêts des mêmes patronNEs qui voulaient les jeter au caniveau. Dans les heures qui suivirent, les négociations étaient engagées et les revendications des travailleurSEs étaient rapidement satisfaites.

La justice de classe à l'œuvre

Bien sûr, le pouvoir ne pouvait pas en rester là: une lutte victorieuse des travailleurSEs constitue un exemple bien dangereux pour le pouvoir et le patronat. C'est pourquoi l'État s'est engagé dans une entreprise de propagande anti-terroriste et a désigné 6 boucs-émissaires qu'il a trainé devant les tribunaux. Que des patrons brisent les vies de milliers de travailleurSEs, cela ne pose aucun problème, mais que ces personnes le refusent et s'attaquent à leurs bourreaux, c'est un crime !

L'enjeu est en fait bien plus large: il s'agit de dissuasion, d'un message autoritaire lancé à touTEs les victimes du système, visant à faire ravalier toute velléité de révolte, sous peine d'encourir les foudres de la justice. L'enjeu est de faire taire tous les pôles combatifs du pays et de les ramener, par le recours à la force si besoin est, vers les stratégies attentistes des directions syndicales.

Ce 13 janvier se tient donc le procès en appel des 6 « responsables » désignés par le pouvoir. Ils ont pour l'instant été condamnés à 60 000 euros d'amende pour dégradations et risquent de la prison ferme.

La lutte n'est pas finie !

Aujourd'hui, la crise n'est terminée que pour les actionnaires qui reprennent de plus belle leurs spéculations sur nos vies. Les licenciements, fermetures d'usines et le développement massif du chômage et de la précarité traduisent la réalité quotidienne de la majorité d'entre nous.

Derniers exemples en date: les salariéEs de Pimpkie de la métropole lilloise en grève pendant 15 jours, ceux de Philips qui ont réquisitionné leur usine ou encore les milliers de travailleurSEs sans papiers de la région parisienne qui luttent depuis des mois. Ce sont également les guadeloupéenNEs qui menacent d'une nouvelle grève générale car là-bas non plus, **RIEN N'A CHANGÉ !**

Ce constat étant fait, la lutte des contis et son exemple garde toute son actualité: la radicalité des actions menées ne doivent pas sombrer dans l'oubli et peuvent orienter nos combats.

- Faisons des assemblées générales sur nos lieux de travail et rassemblons-nous en assemblées générales interprofessionnelles. → ne restons pas isoléEs !
- Mettons en place les moyens démocratiques qui nous permettront de faire la différence → prise de décisions collective et contrôle des mandatéEs!

● Attaquons là où ça fait mal → il faut bloquer le pays et son économie pour se faire entendre et donc faire la grève touTEs ensemble, c'est à dire construire la grève générale.
Ne nous laissons pas exploiter par ces requins! Et n'oublions pas que la cause de tout cela est systémique et que pour vivre sereinement, il nous faudra bientôt faire la fête au système capitaliste et à l'État, son bras armé.

Dans l'immédiat:

**Relaxe pour les 6 travailleurs victimes de la répression capitaliste !
Que la lutte s'engage pour la construction d'un autre monde, basé sur l'égalité économique et social , débarrassé du capitalisme et des États.**



Soutien aux salariées de Phillips qui ont récupéré leurs moyens de production !

Le mardi 5 janvier, 150 salariées de Philips EGP à Dreux ont voté en assemblée générale la reprise de leur usine de téléviseurs. Après des mois de luttes face à la fermeture programmée par des dirigeants et des actionnaires jamais assez gavés, c'est par la prise de contrôle de l'appareil de production que les travailleuses et les travailleurs de Philips EGP ont répondu.

Cet événement souligne deux éléments importants. Premièrement, il n'y a pas de fatalité dans le fait de se faire licencier sans réagir : une réponse est possible, une réponse de lutte collective. Cette voie offre une véritable alternative tant à la résignation qu'aux pseudo-solutions faisant appel à l'État pour contrer les licenciements.

Deuxièmement, la reprise collective nous montre une véritable alternative sociale. Elle souligne le fait que la production peut se faire dans le cadre d'une structure démocratique plutôt que dans le cadre hiérarchisé et autoritaire de la plupart des entreprises. De plus, le fruit de la production n'a pas à être partagé avec une équipe dirigeante et surtout des actionnaires. Pire, c'est bien leur présence dans l'appareil de production qui est la cause des licenciements.

Ainsi, le GDALE-CGA salue avec ferveur l'initiative des travailleurs et travailleuses de Philips EGP et les assure de toute sa solidarité. Nous souhaitons que cette volonté de reprendre une partie de sa vie en main s'étende aux autres salariées en luttes ainsi qu'à d'autres domaines de la vie sociale.

**Groupe D'Anarchistes
de Lille et Environs**

1groupeanarlille@no-log.org

http://lille.cybertaria.org/gdale

www.c-g-a.org

Secrétariat CGA:
c/o C.E.S
BP 40 233
66002 Perpignan Cedex
secretariat@c-g-a.org

CGA
Coordination des
Groupes
Anarchistes